

HELGA BORIES-SAWALA

Le Québec a voté en octobre – mais que nous dit-il ?

Le vote des Québécois-es à l'Assemblée nationale de 2018 et à la Chambre des Communes en 2019

Abstract

In this paper, I will examine the results of the provincial elections in October 2018 and the federal elections in October 2019 in the context of recent political developments. Is there still an 'exception québécoise' and if so, how does it manifest itself? Does it come along with a break in the traditional electoral behaviour of the Québécois at a time when the 'national question' has almost disappeared from the agenda? In 2011 already, Québec turned its back on the Bloc Québécois when it came to represent the province's interests in Ottawa, and sent an 'orange wave', simultaneously turning the New Democratic Party into a party with a Quebec-dominated caucus. In the provincial elections of October 2018, the Québécois put an end to the long series of alternating governments formed by the Liberal Party of Québec and the Parti Québécois, a pattern which had held since 1970. And at the federal elections in October 2019, the Québécois electorate has now turned back to the Bloc Québécois from the New Democratic Party, which is a surprise only to those who had already declared its death. Is it the return of the independence movement or is it a result, again, of tactical voting?

Résumé

La présente communication propose une lecture des résultats des élections provinciales d'octobre 2018 et des élections fédérales d'octobre 2019 dans le cadre des évolutions récentes. Y a-t-il toujours une « exception québécoise » et comment se manifeste-t-elle ? Se double-t-elle d'une rupture avec les comportements électoraux traditionnels des Québécois à l'heure où la « question nationale » semble être désormais absente des enjeux ? En 2011 déjà, le Québec avait tourné le dos au Bloc Québécois pour représenter les intérêts de la province à Ottawa et y avait envoyé une marée orange faisant du même coup du Nouveau Parti Démocratique un parti à forte proportion québécoise. En octobre 2018, les Québécois-es mettent fin à une série, qui avait toujours vu, depuis 1970, le Parti Libéral du Québec et le Parti Québécois en alternance au gouvernement à Québec. Or, lors des élections fédérales en octobre 2019, l'électorat québécois préfère de nouveau le Bloc Québécois au Nouveau Parti Démocratique, ce qui n'étonnera que ceux qui l'avaient déjà déclaré mort. Retour de l'option indépendantiste ou encore un vote tactique ?

Introduction

Nous sommes depuis toujours habitués de voir le Québec se comporter selon des logiques très différentes des autres provinces canadiennes qu'il appelle, ironiquement, le « rest of Canada ». L'échiquier politique et les partis en lice sont aussi particuliers que les préférences politiques dans les dossiers importants : paix, armes à feu, climat, écologie, société (cf. Bories-Sawala 2011b). Ainsi, en 2006 et 2008, les trois quarts des électeurs québécois avaient voté contre les conservateurs de Stephen Harper, arrivés en tête dans l'ensemble du Canada. Dans quelle mesure les deux élections récentes, l'une provinciale en octobre 2018, l'autre fédérale en octobre 2019 le confirment-elles ? Cette contribution cherche à tirer quelques conclusions d'une analyse des résultats de ces élections en les comparant aux précédentes pour déceler des évolutions. Pour mieux apprécier la signification des comportements électoraux, nous considérons ensuite les effets du système électoral majoritaire qui non seulement biaise les résultats mais, bien plus, oriente le vote même. Enfin, il s'agira d'apprécier le rôle que le souverainisme a pu jouer (ou non) comme enjeu électoral, une quarantaine d'années après le 1^{er} référendum (1980).

Bien entendu, les élections provinciales et fédérales ne répondent pas aux mêmes logiques, ni pour leur importance générale, ni par rapport aux enjeux spécifiques. De même, l'échiquier politique ainsi que les partis en lice ne sont pas comparables.¹ Ce sont les motifs, les attitudes et le comportement des seuls électeurs et électrices du Québec dans les élections aux deux niveaux qui seront considérés dans cette contribution.

Les résultats des élections et leur évolution

La victoire de François Legault et de sa Coalition Avenir Québec aux élections provinciales québécoises de 2018 ont mis fin à une longue alternance entre le Parti Libéral du Québec et le Parti Québécois qui avaient gouverné à tour de rôle depuis 1970. Quatre ans plus tôt, en 2014, les Libéraux avaient encore dominé la province. Auparavant, en 2012, l'année des grèves étudiantes qui avaient renversé le gouvernement libéral précédent, une vague péquiste avait porté au pouvoir Pauline Marois, la première femme à la tête de la province.

Les Libéraux et le Parti Québécois, en revanche, ont été les grands perdants des élections de 2018. Par rapport aux élections provinciales précédentes, en 2014, les Libéraux ont perdu 16,7% des voix et n'ont pu maintenir des bastions que dans la région du Grand Montréal. Le Parti Québécois a perdu moitié moins de voix (- 8,3%), mais a néanmoins essuyé une défaite importante et n'a pu défendre, pour l'essentiel, que ses fiefs traditionnels en Gaspésie. Du côté des vainqueurs, la Coalition Avenir

1 Pour le cadre canadien, cf. Schneider 2018.

Québec a gagné 14,3%, suivi par Québec solidaire qui a pu augmenter de 8,5% son électorat, situé surtout à Montréal.²

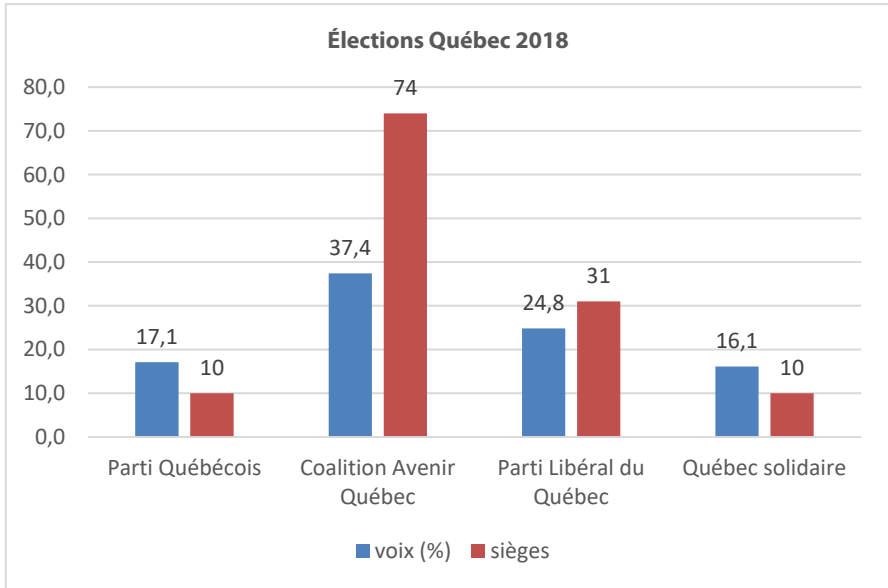


Fig. 1 – Élections au Québec 2018 (voix et sièges)³

Élections Québec 2018, gains et pertes (%)⁴

Parti Québécois	– 8,3
Coalition Avenir Québec	+14,3
Parti Libéral du Québec	–16,7
Québec solidaire	+8,5

2 Un manuel scolaire actuel définit ainsi la position des partis politiques : « Des partis qui veulent la souveraineté du Québec » : Parlement du Canada : Bloc Québécois, Parlement du Québec : Parti québécois, Québec solidaire ; « Des partis qui veulent des pouvoirs particuliers pour le Québec » : Parlement du Canada : Nouveau Parti démocratique, Parlement du Québec : Parti libéral, Coalition Avenir Québec ; « Des partis qui veulent le statu quo constitutionnel » : Parlement du Canada : Parti libéral, Parti conservateur, Parlement du Québec : aucun. (Charrette 2018, 402)

3 Compilation selon les données officielles tirées de : Élections Québec 2020.

4 Compilation selon les données officielles tirées de : Élections Québec 2020.

Comme d'habitude, des enjeux économiques et sociaux avaient joué un rôle dans la campagne électorale de la province, mais elle avait été surtout dominée par un débat médiatique intense sur des sujets touchant à l'immigration, aux signes religieux et à la laïcité de l'État. Sur ce terrain, paradoxalement, les Libéraux, traditionnellement perçu comme pro-fédéralistes qui venaient de pratiquer une politique gouvernementale plutôt permissive, en ce qui concerne, par exemple, le port de signes religieux dans le service public, se trouvaient côtoyés par Québec solidaire, un parti souverainiste de gauche qui n'avait pas hésité à présenter des candidates portant le foulard islamique sur les affiches électorales. Le camp en faveur d'une laïcité plus stricte, en revanche, réunissait les conservateurs de François Legault – qui avait mené sa campagne victorieuse en annonçant des interdictions drastiques de signes religieux, et le Parti Québécois dont la « Charte des valeurs » en faveur d'une plus grande laïcité, nettement plus progressive et respectueuse des droits acquis, lui avait fait perdre des appuis indépendantistes importants, surtout à Montréal. Bref, ces élections se déroulaient sur un échiquier politique, où ni le clivage traditionnel droite/gauche ni la « question nationale » ne jouaient plus le rôle auquel on avait été habitué depuis un demi-siècle. La donne avait changé :

En 1968, si on avait dit à un militant souverainiste que son mouvement débattrait activement du port de la burqa dans les autobus en deux mille dix-huit, il se serait sans doute écroulé de rire, pensant à une mauvaise blague. Pourtant, cinquante ans plus tard, nous y voilà. Et ce n'est pas récent. Ça fait au moins dix ans que la priorité du mouvement souverainiste est moins de faire un pays mais de discuter théologie. (Boucher 2018, 29)

Pour ce qui est du vote québécois lors des élections fédérales, les logiques et les motivations sont différentes. Depuis sa création en 1991 et pendant longtemps, ce sont des députés souverainistes du Bloc Québécois que le Québec avait envoyé à Ottawa. Dès sa première participation aux élections fédérales, en 1993, cette formation était arrivée en première position au Québec et même en seconde position à l'échelle du Canada, et avait été investie comme l'opposition officielle. Lors des échéances électorales suivantes, les Québécois-es avaient continué à envoyer régulièrement deux tiers de bloquistes sur les 75 députés québécois à la Chambre des communes, même pendant des législatures libérales au niveau de la province. Or, lors des élections fédérales de 2011, subitement, le Bloc québécois chuta de 49 députés à moins du dixième, tandis que le Nouveau Parti Démocratique multiplia les siens par 59.

L'explication de ce raz-de-marée réside dans le fait que la première des priorités des électeurs québécois, à ce moment précis, était de chasser du pouvoir le conservateur Stephen Harper, et les néodémocrates semblaient en meilleure position à le faire (cf. Bories-Sawala 2011a). Or, le vote massif des Québécois en leur faveur n'avait pas suffi

pour changer de Premier ministre à Ottawa. Il a fallu attendre 2015 pour que le libéral Justin Trudeau y arrive en gagnant les élections fédérales.⁵ Le Bloc québécois, cependant, avait commencé sa remontée : en 2015, il constitua de nouveau un huitième des députés québécois (10 sur 78) tandis que les Néo-démocrates restaient un parti surtout composé de Québécois (16 sur les 44 élus néo-démocrates dans tout le Canada).

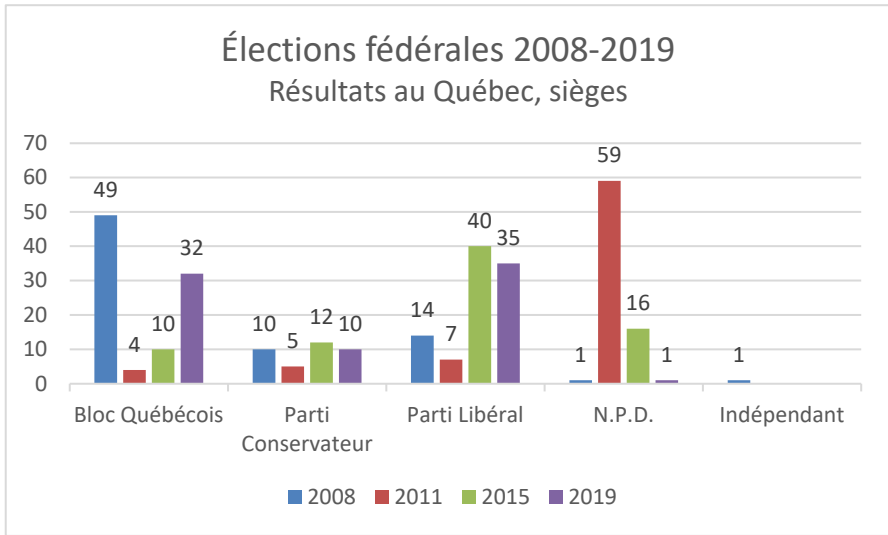


Fig. 2 – Élections fédérales 2008, 2011, 2015, 2019, Résultats au Québec (sièges)⁶

En 2019, le Bloc arriva presque à égalité avec les Libéraux, parmi l'électorat québécois.

A l'échelle du Canada, Trudeau a été réélu, mais il a perdu la majorité gouvernementale, malgré une certaine sympathie que les Québécois continuaient à lui porter en l'élisant avec un pourcentage confortable de 51,2% dans sa circonscription montréalaise de Papineau (cf. aussi Thunert/Schneider 2020).

Vote tactique ou partisan ?

Dans l'interprétation des résultats de toutes les élections, il est important de ne jamais perdre de vue que les systèmes électoraux en Amérique du Nord sont des scrutins majoritaires à un seul tour, par circonscription, ce qui signifie que « *The winner takes it all* », et que les voix pour tous les autres partis sont perdues. Il est bien

5 Auparavant, en 2014, le libéral Jean Charest avait gagné les élections provinciales.

6 Compilation selon les données officielles tirées de : Élections Canada 2020.

connu que ces systèmes traduisent mal en nombre de sièges la volonté populaire exprimée dans le vote.⁷

Lors des élections fédérales canadiennes de 2011, par exemple, les 23,4% des votes pour le Bloc Québécois résultent en 5 (= 6,6%) des 75 sièges québécois. Lors des élections fédérales de 2019 le Nouveau Parti Démocratique vit le pourcentage de ses voix se réduire de 19,7% à 15,9%, mais ses sièges diminuer de 44 à seulement 24 (cf. aussi Thunert/Schneider 2020).

Dans les élections provinciales du Québec en 2018, cet effet a très largement profité aux Libéraux et à la Coalition Avenir Québec, tandis que le Parti Québécois et Québec Solidaire en ont été largement défavorisés. Tous les deux obtiennent chacun 10 sièges (ce qui correspond à 12,5% des sièges), tout en ayant récolté 17,1% (Parti Québécois) et 16,1% (Québec solidaire) des voix (cf. *figure 1*).

Les rapports entre les résultats électoraux et la formation d'un gouvernement divergent, bien entendu entre le Canada et les États-Unis. Or, ce qui les rapproche, c'est qu'il est possible, en Amérique du Nord, de voir le candidat pour prendre la direction du pays, ayant obtenu le plus de voix, perdre contre son adversaire dont les votes étaient moins nombreux, mais mieux répartis, car ce n'est pas le nombre de voix qui importe, mais le nombre de circonscriptions gagnées, même par une petite avance. Les élections fédérales canadiennes de 2019 illustrent cet effet. Comme le parti conservateur avait récolté plus de voix que le parti libéral, dans un système proportionnel, le Premier ministre ne s'appellerait pas Justin Trudeau, mais Andrew Scheer.

Or, s'il est bien connu que le système majoritaire, à cause de ces distorsions, traduit mal les préférences des citoyens dans leur représentation au parlement, il convient de souligner un autre corollaire, auquel les commentateurs sont souvent moins attentifs : à savoir son influence décisive sur le comportement électoral même. Par exemple, dans des circonscriptions considérées comme acquises à un parti, les électeurs peuvent être amenés à se déplacer moins pour aller voter, ce qui pourrait expliquer, en partie au moins, des taux d'abstention souvent élevés en Amérique du Nord. Lors des élections provinciales de 2018, au Québec, par exemple, la participation électorale, de 67%, avait atteint son niveau historiquement le plus bas depuis 1927, sauf en 2008, où la victoire libérale semblait garantie (cf. Schneider 2019).

Ce qui est plus important encore : dans un tel système, beaucoup d'électeurs ne votent apparemment pas selon leur préférence, c'est-à-dire pour le parti dont ils partagent les valeurs et les objectifs, mais pour celui qui a le plus de chances d'éviter le pire. On le voit régulièrement dans la « boussole électorale », une espèce de

7 Le Québec pourrait devenir le premier Etat nord-américain à modifier ce système. Or, si tous les partis, sauf les Libéraux, avaient promis d'introduire un scrutin à prédominance proportionnelle, le gouvernement Legault, une fois en place, a annoncée une réforme plus timide (Projet de loi 39), par l'introduction d'un système mixte, avec une faible dose proportionnelle, qui, s'il est accepté par un référendum lors des élections en 2022, pourrait entrer en vigueur lors des élections de 2026 (cf. Bordeleau 2019).

Wahlomat, proposé par Radio Canada⁸ (cf. Bories-Sawala 2011b), qui indique aux citoyens, au moyen d'une batterie de suggestions à propos desquelles les partis en lice divergent, quel parti correspond le mieux à leurs idées. Ce n'est pourtant pas forcément celui pour qui ils vont voter, loin de là.⁹

Ainsi, comme nous l'avons déjà mentionné, quand les électeurs souverainistes ont massivement soutenu le Nouveau Parti Démocratique en 2011, contrairement à ce que certains commentateurs ont pu y voir, ce n'était pas un abandon de l'option souverainiste, mais une tactique pour aboutir à la priorité du moment, i.e. changer de Premier ministre.

Un tel vote tactique, dicté par les constellations du moment et en faisant jouer les règles du système électoral, semble également avoir été pratiqué par les Québécoises aux élections provinciales de 2018. Un sondage postélectoral permet de l'apercevoir.

Raisons mentionnées pour le vote, par parti politique

	Parti libéral du Québec	Parti québécois	Coalition avenir Québec	Québec solidaire
Appréciation générale des politiques et idées ; du chef ; continuité	35,6 %	20,2 %	17,1 %	32,8 %
Par habitude ; mon parti	7,2 %	13,0 %	1,8 %	1,0 %
Le « moins pire » ; contre d'autres partis	12,4 %	9,7 %	8,4 %	6,7 %
Changement ; chasser les libéraux	0,0 %	4,4 %	55,3 %	15,9 %
Candidat local	7,2 %	19,9 %	3,1 %	7,0 %
Économie ; finances	13,0 %	0,0 %	2,9 %	0,0 %
Environnement	0,3 %	2,0 %	0,0 %	20,7 %
Immigration	5,0 %	0,0 %	2,0 %	0,0 %
Question nationale	7,1 %	13,8 %	0,0 %	0,6 %
Tendance idéologique	0,0 %	3,8 %	1,3 %	9,0 %
Droits des anglophones	7,5 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Valeurs du parti	3,4 %	3,9 %	0,5 %	10,0 %
Autres	5,9 %	12,9 %	12,4 %	14,4 %
Ne sais pas ; aucune	3,1 %	3,8 %	3,5 %	0,0 %
Total	181	100	263	86

Fig. 3 – Élections au Québec 2018 : motivations du vote (cf. Durand 2019)

Si on considère le total des chiffres qui expriment un accord de principe avec l'orientation générale d'un parti, i.e. : l'appréciation générale, la fidélité, l'idéologie et

8 Consulter <https://boussole.radio-canada.ca/canada/>.

9 « Lorsqu'on présentait aux Québécois, sur l'immigration, la santé, l'éducation, le français, les positions de chacun des partis, mais sans préciser qui proposait quoi, de fortes majorités choisissaient nos positions », déclare, déçu, l'ancien chef du Parti Québécois, Jean-François Lisée (cf. Lisée 2019).

les valeurs du parti (lignes 1, 2, 10 et 12), il s'avère que seulement environ la moitié des électeurs libéraux (46,2%), péquistes (40,9%) et solidaires (52,8%) votent par sympathie avec le parti ou par habitude. Or, c'est encore nettement moins le cas pour le grand gagnant, la Coalition Avenir Québec (20,7%). Un cinquième des électeurs du Parti Québécois apprécie beaucoup leur candidat local (ligne 5), trois fois plus que chez tous les autres, surtout la Coalition Avenir Québec (3,1%). Ainsi, pour le parti gagnant, peu importe le candidat. Plus que la moitié de ses électeurs (55,3%), contre 4,4% des Péquistes, 15,9% des solidaires et bien sûr, aucun parmi l'électorat libéral, voulaient surtout « chasser les libéraux » (ligne 4), i.e. le Premier ministre libéral à Québec : Philippe Couillard.

Selon ce sondage, la « question nationale » (ligne 9) ne joue plus dans les motivations électorales des Québécois-es. Moins d'un pourcent la trouvent importante dans l'électorat de la Coalition Avenir Québec et de Québec Solidaire. Déjà un peu plus, mais moins de 10%, votent libéral parce qu'ils sont d'accord sur sa position pro-fédéraliste et, comme on pouvait s'y attendre, à peu près deux fois plus d'électeurs choisissent le Parti Québécois pour son orientation indépendantiste, mais ils ne sont toujours qu'un électeur sur sept. Tout cela confirme que l'indépendance n'était vraiment pas la priorité des Québécois-es à ce moment.

Et le souverainisme ?

Dans quelle mesure, les résultats des élections permettent-ils de juger de l'avenir de l'option souverainiste, pour le Québec ? Le fait que beaucoup de commentateurs ont souvent conclu à la fin du souverainisme, à l'issue de tel ou tel scrutin, pour le voir ressuscité peu après, rend déjà plus prudent.¹⁰ De plus, comme nous venons de le montrer, trop de facteurs, à commencer par le vote tactique, dans lequel le système électoral a une responsabilité importante, influent sur la participation à un scrutin et sur le choix de l'électorat pour pouvoir prétendre y lire un message non ambigu.

Si on ne jugeait que selon les orientations des partis, par rapport aux aspirations souverainistes, et leurs résultats aux élections provinciales de 2018 et aux fédérales de 2019, on constaterait qu'au niveau du Québec, le parti souverainiste traditionnel, le Parti Québécois, était parmi les perdants, mais en revanche, Québec solidaire a pu augmenter son score, tout en se déclarant même nettement plus pressé d'aboutir à l'indépendance du Québec. Le grand perdant, à savoir le Parti Libéral du Québec, est le plus fédéraliste des quatre, mais non pas au point de vouloir faire accepter la constitution canadienne par le Québec (cf. Bories-Sawala 2010a). Et quant au grand gagnant, la Coalition Avenir Québec, héritière de l'Action démocratique du Québec, qui avait fait partie de la coalition référendaire de 1995, est restée discrète sur la question de l'indépendance, mais avait ouvertement fait appel aux réflexes

10 L'exemple le plus célèbre est sans doute celui du Premier ministre Pierre Trudeau qui, quelques mois avant la victoire historique du Parti Québécois, déclara « Le séparatisme est mort » (Le Devoir du 11 mai 1976).

nationalistes lors des élections de 2018. Les élections fédérales de 2019 ne permettent pas non plus de conclusions claires sur le choix des Québécois-es entre fédéralisme et souverainisme, sinon que la seule formation indépendantiste, le Bloc québécois, y a marqué un retour massif, pour arriver quasiment à égalité avec le Parti Libéral du Canada, fédéraliste par excellence.

Pour cerner le positionnement québécois sur la « question nationale », les élections ne fournissent donc pas de résultats univoques. En revanche, des sondages portant sur des questions précises (cf. supra) peuvent permettre de mieux interpréter tel ou tel comportement électoral. Et bien entendu, la réponse la plus fiable, mais limitée à un moment précis, est donnée par les référendums. Or, la dernière fois que les Québécois avaient à se prononcer, lors d'un référendum, en 1995, le résultat était on ne peut plus serré. Avec un taux de participation extrêmement élevé (93,52%), les 50,58% pour le NON l'avaient remporté contre 49,42% pour le OUI, ce qui correspond à une différence de 1,16% (54.288 voix) seulement. A y regarder de près, puisque les Québécois non-francophones avaient opté pour le NON à 90%, la majorité des 60% des Québécois francophones pour le OUI n'avait pas suffi (cf. Drouilly 1996, 135). Or, les 40% des Francophones qui ont voté NON, ne le reconnaissent pas volontiers en public.

Depuis, les sondages d'opinion permettent de scruter l'évolution de la popularité des deux options, dans le temps. Selon un sondage de 2019 (cf. figure 5), les deux camps qui sont principalement fédéralistes ou souverainistes sont actuellement à égalité, réunissant un peu moins d'un quart des Québécois-es chacun. L'autre moitié, se déclarant « entre les deux » ou « ni l'un ni l'autre », ferait son choix selon la situation politique du moment. Une petite minorité (6%) cependant déclare ne pas avoir d'opinion, ce qui permet de conclure que les Québécois-es sont certainement divisé-e-s et hésitant-e-s, mais loin d'être indifférent-e-s à la question.

Or, la réponse à un sondage d'opinion ne correspond pas forcément à la décision qui serait prise au moment où il s'agirait d'assumer toutes les conséquences d'une éventuelle rupture. De plus, maintenir un statu quo plutôt que de rompre n'équivaut



Fig. 4 – Caricature (cf. « 101 mots pour comprendre le Québec », *L'Actualité*, mars 2006, 169)

pas à une adhésion librement consentie.¹¹ Il y a eu peu d'occasions pour que les Québécois expriment un accord de plein gré avec le Canada. Un plébiscite populaire sur la Loi Constitutionnelle de 1867, pourtant initialement promis, n'a jamais eu lieu, par peur de l'opposition d'une partie des Canadiens français. La seule autre occasion pour accepter activement une nouvelle constitution canadienne, qui s'est présentée depuis, celle du référendum sur les accords de Charlottetown, en 1992, a vu les Québécois la rejeter à 57%.

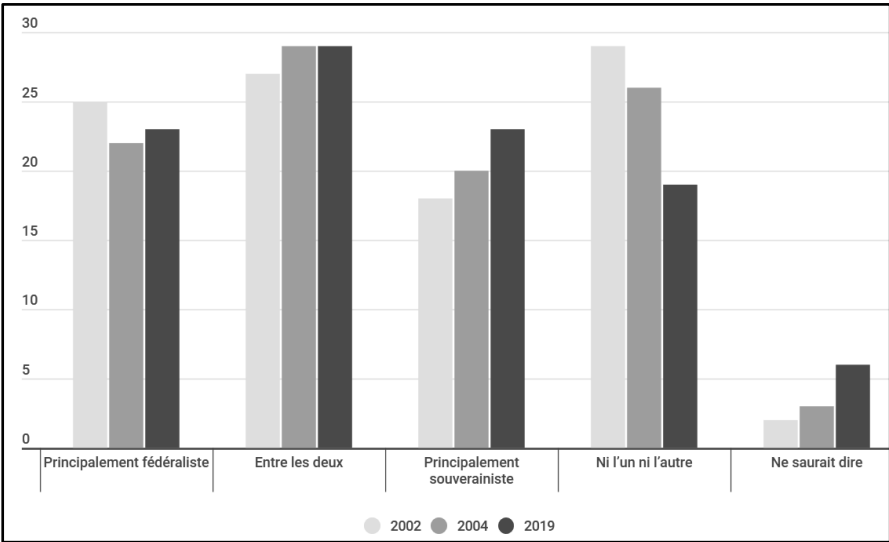


Fig. 5 – Sondage d'opinion : Fédéraliste ou souverainiste ? Québec, 2002-2019 (cf. Environics Institute for Survey Research et al. 2019)

11 C'est une considération avancée par le politologue Jean-François Lisée (avant de se lancer dans la politique active), dans un article qui compare le Canada et le Québec à un couple et la souveraineté à un divorce : « Vous voulez savoir si un de vos amis est vraiment heureux dans son couple ? Il vous dit que oui. Vous avez des doutes. Je vais vous donner un truc. Il vous a dit : 'Divorcer ? Jamais !' Maintenant, demandez-lui : 'Supposons que tu ne connais pas ta conjointe et que tu la rencontres demain. Souhaiterais-tu vivre avec elle ?' Pour certains, il y aura un silence gêné. On y reste parce qu'on y est. Mais si on n'y était pas, on n'irait pas. Vous me suivez ? » L'auteur a donc fait un sondage, en demandant : « Supposons que le Québec soit devenu un pays indépendant depuis longtemps. Dans ce Québec indépendant, il y aurait un référendum pour que le Québec redevienne une province du Canada. Dans ce référendum, voteriez-vous pour que : Le Québec indépendant redevienne une province du Canada ? Le Québec indépendant reste indépendant ? Autrement dit, si vous rencontriez le Canada aujourd'hui, voudriez-vous habiter avec lui ? Les Québécois sont alors moins, beaucoup moins sûrs. Évidemment, 91% des non-francophones se remarieraient sur-le-champ. Mais chez les francophones, 58% n'envisagent pas de refaire maison commune ». (L'Actualité du 6 juin 2010).

Conclusion

Bien que la « question nationale » ait été largement absente des enjeux électoraux provinciales en 2018 et fédérales en 2019, cela ne signifie pas que l'opinion publique québécoise ait définitivement tourné le dos à l'option indépendantiste ; les sondages montrent qu'elle y reste attentive, bien que partagée sur son issue souhaitable. En attendant, les Québécois-es, système électoral oblige, pratiquent le vote tactique, tandis que l'« exception québécoise » sur l'échiquier des partis politiques de la province persiste, à ce détail près que le Parti Québécois est de plus en plus concurrencé par d'autres formations qui offrent, entre autres, un choix électoral aux souverainistes de diverses tendances.

Bibliographie

- « 101 mots pour comprendre le Québec », *L'Actualité*, mars 2006, 169.
- Bordeleau, Stéphane, 2019, « La CAQ consultera les Québécois sur la réforme électorale par référendum », *Radio Canada*, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1316440/caq-presente-projet-loi-reforme-electorale> (consulté le 5 juin 2020).
- Bories-Sawala, Helga E., 2020, « Ein klares Jein zu Kanada. Québécois Ambivalenzen », dans : Rudolf Hrbek et al. (dir.), *Autonomieforderungen und Sezessionsbestrebungen in Europa und der Welt: Beweggründe-Entwicklungen-Perspektiven*, Schriftenreihe des Europäischen Zentrums für Föderalismus-Forschung, Tübingen : Nomos, 173-193.
- , 2011a, « Symposium. Die kanadische Unterhauswahl vom 2. Mai 2011 – *Seinfeld election* oder realignment? Québec – immer für eine Überraschung gut und 2011 so anders wie nie », *Zeitschrift für Kanada-Studien*, 31.2, 21-27.
- , 2011b, « Le Québec actuel – Approches et textes pour le découvrir », *Französisch heute*, 2011, 4, 178-184.
- , 2010a, « Die 'heimgeholte' kanadische Verfassung von 1982 und warum Québec sie immer noch nicht unterschreibt », *Zeitschrift für Kanada-Studien*, 30.1, 113-139.
- , 2010b, *Découvrir le Québec. Une Amérique qui parle français*, Textausgabe 2011, Unterrichtsmodell, DVD, Paderborn : Schöningh 2010.
- /Norbert Schaffeld (dir.), 2012, *Wer spricht Kanadisch? Who Speaks Canadian? Qui parle canadien ? Vielfalt, Identitäten und Sprachpolitik*, Diversitas Linguarum, vol. 34, Bochum : Universitätsverlag Dr. N. Brockmeyer.
- Boucher, Francis, 2018, *La grande déception : dialogue avec les exclus de l'indépendance*, Montréal : Éditions Somme Toute.
- Charette, Julie et al., 2018, *Périodes. Histoire du Québec et du Canada. De 1840 à nos jours*, Anjou : Les Éditions CEC.
- Convey, John F., 1992, *Debts to pay. English Canada and Quebec from the conquest to the referendum*, Toronto : Lorimer.
- Drouilly, Pierre, 1996, « Le référendum du 30 octobre 1995 : une analyse des résultats », dans : Robert Boily (dir.), *L'année politique au Québec, 1995-1996*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Durand, Claire, 2019, « Québec– les raisons du vote », *Policy Options* 14.2.2019, <https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/february-2019/quebec-2018-les-raisons-du-vote/> (consulté le 5 juin 2020).

Élections Canada, 2020, *elections Canada. 100 years*

<https://www.elections.ca/content.aspx?section=ele&dir=pas&document=index&lang=f>,
(consulté le 5 juin 2020).

Élections Québec, 2020, « Élections générales », *élections Québec*,

<https://www.electionsquebec.qc.ca/francais/provincial/resultats-electoraux/elections-generales.php> (consulté le 5 juin 2020).

Environics Institute for Survey Research et al., 2019, *Sondage 2019. Le Canada: rapprochement ou éloignement ?*, *La confédération de demain*, avril 2019, question 29,

<https://munkschool.utoronto.ca/mowatcentre/2019-survey-of-canadians/>
(consulté le 10 décembre 2020).

Lisée, Jean-François, 2019, *Qui veut la peau du Parti québécois ?*, Montréal : La boîte à Lisée, 68–69.

---, 2010, « Québec - Canada: Le côté obscur de la force d'inertie », *L'Actualité*, 6 juin 2010.

Schneider, Steffen, 2019, « Zurück in die Zukunft? Québec nach den Provinzwahlen vom 1. Oktober 2018 », *Zeitschrift für Kanada-Studien*, 39, 129-136.

---, 2018, « Das politische System », dans : Ursula Lehmkuhl (dir); *Länderbericht Kanada*, Bonn : Bundeszentrale für Politische Bildung, 360-396.

Thunert, Martin/Steffen Schneider, 2020, « Blaues Auge für Blackface, Gelbe Karte für die Red Machine: Kanada nach den Unterhauswahlen », *Zeitschrift für Kanada-Studien*, 40, 203-214.